

Intervention de Pierre-Alain Muet
à l'occasion de la présentation du rapport de Nick Stern
sur l'économie du changement climatique, Sciences-Po Paris, 5 février 2007

Avec la multiplication d'épisodes climatiques extrêmes (ouragans, sécheresse, canicule) l'opinion publique est en train de prendre conscience du fait que notre modèle de développement, tel que nous le connaissons depuis la révolution industrielle va aujourd'hui dans le mur. **Le rapport de Nick Stern** apporte un message extrêmement fort, parce que pour la première fois un rapport destiné au grand public met en face du coût de la réduction des émissions de gaz à effet de serre une évaluation macro-économique du coût de l'inaction. Les conclusions du rapport sont fortes :

- **le coût de l'inaction est très élevé** : le réchauffement climatique conduirait à des pertes qui pourraient atteindre de 5 % à 20 % du PIB mondial à l'horizon 2050 ;
- il est très **inégalement réparti** : ce seront les pays les plus pauvres qui seront les plus touchés par le réchauffement ;
- le bénéfice d'une **action forte et rapide sur le changement climatique dépasse largement les coûts** : inverser les choses en stabilisant les émissions de gaz carbonique à un niveau proche du niveau actuel, qui limiterait le réchauffement de la planète, représente un coût voisin de 1 % du PIB à l'horizon 2050 ;
- en sens contraire **tout retard aura un coût exorbitant**. Une action faible dans les prochaines années se traduirait par des efforts de réduction considérables dans le futur pour revenir à cette situation ;
- **Il faut agir bien avant que le problème de l'après pétrole se pose**. Le rapport rappelle que les stocks d'hydrocarbures qu'il est rentable d'extraire sont plus que suffisants pour arriver à des concentrations de gaz à effet de serre qui mettraient la planète en danger.

Aborder le réchauffement climatique sous l'angle économique est important parce que ce déséquilibre planétaire est bien la conséquence directe de notre modèle de développement économique.

Depuis la révolution industrielle le développement économique s'est réalisé comme si nous étions dans un univers illimité. On épuise des ressources naturelles d'un côté, on produit des déchets de l'autre alors que les écosystèmes naturels fonctionnent totalement différemment : les déchets produits par une partie de l'écosystème sont les input d'une autre partie, de sorte que l'on a un cycle fermé qui intègre naturellement le développement durable. Il est probable qu'aux premières étapes de l'apparition de la vie sur terre, le système a commencé de la même façon, puis toute une série d'innovations est venue construire un cercle vertueux où tout déchet émis par un être vivant est devenu une ressource pour un autre. Mais la rapidité des bouleversements qu'engendre la croissance économique est sans rapport avec les temps longs des processus naturels : le réchauffement climatique pourrait conduire à la fin du siècle à une élévation de température proche de 5 ° C, c'est à dire comparable à celle qui nous sépare de la dernière glaciation, il y a 10 000 ans.

Le système industriel consomme des ressources non renouvelables sans leur attribuer leur vraie valeur parce que celles-ci ne sont pas intégrées dans les prix des biens échangés sur les marchés. Pour que notre développement devienne durable il faut que le prix des biens échangés intègre le coût pour l'humanité des prélèvements sur l'environnement. C'est précisément l'objet de la taxation écologique de donner un prix aux ressources environnementales.

La difficulté avec le réchauffement climatique c'est que ce n'est pas un problème de pollution qu'on pourrait aisément résoudre par une mesure réglementaire ou une taxe écologique appropriée, comme on a pu le faire pour les CFC responsables du trou dans la couche d'ozone, pour les oxydes de soufre responsables des pluies acides ou encore pour les émissions de particules des moteurs diesel. **Le gaz carbonique (CO2) n'est pas un polluant, il est au cœur même du cycle du vivant (le cycle du carbone) et le déséquilibre induit dans le cycle du carbone par l'activité humaine est lui même au cœur du modèle industriel actuel : l'utilisation de combustibles fossiles pour la production d'énergie.** On a su éliminer les CFC, on a réduit fortement la consommation d'oxydes de soufre, on a divisé par 50 les émissions de particules des moteurs diesels par la réglementation européenne, mais il n'y a pas d'équivalent pour le CO2.

On ne résoudra ce problème par une seule mesure ou un seul outil : il faudra tout combiner : les économies d'énergie, la substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles, l'investissement massif dans le progrès technique environnemental.

Il faut en effet **réorienter le progrès technique.** En une heure de travail, on produit vingt fois plus de biens aujourd'hui qu'il y a un siècle. Nous avons considéré depuis la révolution industrielle que le facteur rare était le travail, alors qu'en réalité c'est l'environnement et les ressources non renouvelables. La piste la plus prometteuse serait évidemment celle de la séquestration du CO2. Mais il faut explorer toutes les pistes qui nous permettent d'accroître l'efficacité énergétique. C'est en outre un formidable potentiel de croissance qui est devant nous. Mais d'une croissance différente, d'une croissance nouvelle.

Il faut certes **instaurer une taxe carbone** croissante, mais elle ne résoudra pas à elle seule le problème de l'offre d'énergie alternative. Il faut faire **simultanément un effort massif d'investissement dans les énergies renouvelables.** Nous n'avons pratiquement aucun constructeur de panneaux solaires en France. Nous avons un potentiel agricole important et très peu exploité dans la production de biocarburants. C'est en conjuguant taxation et investissement dans énergies alternatives que nous diminuerons

L'analyse de Nick Stern rejoint le scénario popularisé par Negawatt. **Diviser par 4 nos émissions à l'horizon 2050 est possible à condition de tout combiner.** On sait que par l'isolation on peut réduire de 40 % la consommation d'énergie. Nous avons besoin également de rééquilibrer profondément nos modes de transport pour en finir avec le tout camion en France, ce qui suppose un investissement fort dans le ferroutage.

La conclusion évidente qui ressort du Rapport Stern est **que la décroissance n'est en aucune façon la solution** : un investissement de 1 % du PIB permettrait de résoudre le problème du changement climatique en engendrant une croissance différente. Pour engendrer une décroissance forte de la consommation d'énergie fossile, il faut une croissance forte de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Je terminerai par deux points : le rôle des villes et un bref mot sur l'Europe bien que ce soit le thème du deuxième débat.

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, **les villes ont un rôle particulier à jouer**. La question de la décentralisation de l'action publique est un thème cher aux économistes. Or s'il est bien un domaine où la décentralisation de l'action publique est essentielle, c'est bien le développement durable et le réchauffement climatique. L'agglomération est une échelle particulièrement pertinente parce qu'elle concentre l'essentiel des activités humaine et que l'urbanisation et les transports sont au cœur des réformes à accomplir. En outre, dans les prochaines années, 80 % de la population mondiale vivra dans les villes. En matière d'urbanisation, il faut inverser la tendance des 50 dernières années qui a vu l'étalement urbain se développer le long des axes routiers et les transports en commun prendre un retard considérable sur l'urbanisation. Il faut faire revenir des activités économiques et des emplois en centre ville, développer l'urbanisation le long des axes de transports en commun, développer la mixité sociale et la mixité d'activité des quartiers, développer les modes doux de transport. Le « velov » à Lyon, un vélo de location que l'on utilise d'un point à un autre dans l'agglomération a changé en peu de temps l'attitude des lyonnais à l'égard du vélo dans la ville. Toutes ces inflexions dessinent l'urbanisation que nous devons promouvoir demain.

Comme les Etats, les villes et les régions élaborent des plans climat. Notre plan climat à Lyon, qui est une déclinaison de notre Agenda 2, retient également comme objectif pour 2050 le facteur 4. Enfin les pouvoirs locaux sont souvent à la pointe de l'action contre le réchauffement climatique. C'est le cas aux Etats Unis où la Californie, mais aussi 7 autres Etats américains à l'initiative de l'Etat de New-York se sont fixés des objectifs quantitatifs de réduction des émissions, alors même que l'administration Bush a refusé de ratifier Kyoto.

L'Europe a enfin un rôle important à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique, car elle constitue la seule expérience d'une mondialisation politique à l'échelle d'un continent. Elle s'est construite après la guerre en mettant en commun les biens fondamentaux qui ont bâti **le charbon et de l'acier**. Elle doit aujourd'hui se construire sur un nouveau modèle de croissance fondé sur les énergies renouvelables et le développement durable.

Pour que les investissements que nous réalisons en Europe soient utiles aux autres, il faut privilégier dans toutes nos innovations des technologies aisément transférables dans les PVD. La solidarité est aussi un facteur fondamental de la lutte contre le réchauffement climatique.

Le scénario du rapport de Nick Stern, c'est un scénario du « non regret ». Celui qui nous évitera de nous mettre dans la situation où nous aurions à dire plus tard que

nous aurions du suivre un autre chemin autrefois. Saint Exupéry disait « *nous n'héritons pas la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants* ». **Le message du rapport Stern est limpide : il faut agir vite pour que nous ne laissions pas à nos enfants un monde trop éloigné de celui que nous avons emprunté autrefois.**